

APPEL D'OFFRES

CONCEPTION-REALISATION POUR LA SECURISATION DU HALL D'ACCUEIL DU GRAND ORIENT DE FRANCE

Réf avis : TVX-26

Date de parution de l'avis : 03 septembre 2026

Donneur d'ordre : GRAND ORIENT DE FRANCE - 16 rue Cadet - 75009 PARIS

Objet du marché :

Le projet vise à transformer le hall d'accueil de l'hôtel Cadet en une zone sécurisée, segmentée et apte à filtrer les différents flux (public, personnel, associatif), tout en assurant une mise à niveau de la sûreté sur d'autres points stratégiques du bâtiment.

Allotissement :

Lot 1 : Sûreté – Courants Faibles (CFA) et Ouvrages associés

Lot 2 : Agencement – Corps d'États Secondaires (CES)

Calendrier	
03/09/2026	Publication de l'appel d'offres
15/09/2026 à 10h00	Visites des espaces concernés
02/10/2026	Dépôt des offres
09/10/2026	Dialogue compétitif 1
16/10/2026	Dialogue compétitif 2
23/10/2026	Attribution du marché

Modalités de la visite sur site : la soumission à cet appel d'offres suppose la participation OBLIGATOIRE à la visite des espaces concernés par les travaux sur inscription préalable par email auprès de philippe.chenouf@godf.org

Date limite de réception des Offres : 02 octobre 2026 à 17h impératif

Formalisme du dossier de candidature :

Les dossiers doivent être retournés par courriel à philippe.chenouf@godf.org

a) un dossier administratif comprenant :

- Une lettre de candidature,
- Une note faisant état de l'expérience de l'entreprise et comprenant les références dans le domaine concerné,
- Une attestation sur l'honneur par laquelle le candidat ou le représentant légal de l'entreprise atteste :
 - qu'il n'appartient pas ou qu'il n'a pas appartenu, qu'il ne collabore pas ou n'a pas collaboré, de fait ou de droit, à une association ou à un groupement appelant à la discrimination, à la haine, à la violence envers une personne ou un groupe de personnes en prétextant de leur origine, leur appartenance à une ethnie ou à une religion déterminée et qui propagerait des idées et des théories tendant à justifier ou à encourager cette discrimination, cette haine, cette violence,
 - qu'il n'appartient pas ou qu'il n'a pas appartenu, qu'il ne collabore pas ou qu'il n'a pas collaboré de droit ou de fait à une association ou un groupement conduisant directement ou indirectement à détruire, à déstabiliser ou à aliéner l'être humain.
 - que les dirigeants de la société candidate ne font ou n'ont pas fait l'objet de poursuites judiciaires à titre personnel.

Pour les candidats, personnes morales, cette attestation sur l'honneur est signée par leur représentant légal et certifie en outre que toutes les personnes qui seraient appelées à concourir à l'exécution du marché remplissent ces trois conditions.

- ✓ Une attestation sur l'honneur par laquelle le candidat ou le représentant légal de l'entreprise atteste qu'il n'a aucun lien quelconque avec les instances de l'Obéissance tels que :
 - pour les personnes physiques, les candidats qui seraient dignitaires en exercice (membres du Conseil de l'Ordre, de l'Instance Nationale de Solidarité maçonnique, de la Chambre Suprême de Justice Maçonnique) ou descendus de charge depuis moins de trois ans,
 - pour les personnes morales, les candidats dont un dignitaire en exercice ou descendu de charge depuis moins de trois ans aurait une participation, même minoritaire, au sein de l'entreprise,
 - pour les personnes physiques et morales, les candidats présentant un lien familial ou professionnel direct avec un dignitaire en exercice ou descendu de charge depuis moins de trois ans.
 - qu'il n'a aucun lien familial ou professionnel direct avec un membre du personnel du Grand Orient de France ou de ses structures associées.

- ✓ Une déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat indique qu'il est en règle avec ses obligations fiscales, sociales, sanitaires et vis-à-vis de la réglementation du travail et qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, ou, pour les personnes physiques, de faillite personnelle,
- ✓ Une déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat indique qu'il considérera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer toute information ou donnée dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat et lors de sa réalisation ; pour l'application de la présente clause, le prestataire répond de ses salariés comme de lui-même.
- ✓ Une attestation par laquelle, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).
- ✓ Une attestation adéquate des administrations compétentes (Trésor Public, URSSAF, agrément sanitaire) datant de moins de six mois,
- ✓ Les comptes annuels détaillés, avec les annexes et les rapports des Commissaires aux Comptes ou des experts-comptables relatifs aux trois derniers exercices écoulés.

b) un dossier technique comprenant :

- L'ensemble des pièces techniques, descriptifs, esquisses...
- Le BPU complété,
- L'offre chiffrée signée et mentionnant le délai de validité

***Ne pas envoyer de formulaires « DC » :
il ne s'agit pas d'un marché public.***